

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-PAULIN**

À une séance extraordinaire du conseil municipal de la municipalité de Saint-Paulin, comté de Maskinongé, P.Q., tenue en présentiel, au Centre multiservice Réal-U.-Guimond, 3051, rue Bergeron, Saint-Paulin, conformément à la résolution numéro 305-12-2000, ce dix-septième jour de janvier deux mille vingt-deux à 19 h 00 et à laquelle sont présents, Monsieur le maire Claude Frappier et les conseillers :

- Monsieur Jacques Frappier
- Monsieur Michel Bernatchez
- Monsieur Nicholas Lalonde
- Madame Annie Bellemare
- Monsieur Mario Lessard

formant quorum sous la présidence de monsieur le maire.

Madame la conseillère Claire Boucher est absente, à cause de son travail.

Le greffier-trésorier, monsieur Ghislain Lemay, est aussi présent.

Quatre (4) personnes composent le public.

AVIS DE CONVOCATION

L'avis de convocation, a été signifié, par courriel, par le greffier-trésorier, à tous les membres du conseil municipal.

Les sujets à l'ordre du jour sont :

1. Règlement numéro deux cent quatre-vingt-six (286) : Règlement concernant le contrôle des chiens sur le territoire de la municipalité de Saint-Paulin.
 - Adoption
2. Contrôle des chiens
 - Contrat de service avec le P'TIT Ranch
3. Règlement numéro deux cent quatre-vingt-sept (287) : Règlement concernant la vitesse des véhicules routiers dans la municipalité de Saint-Paulin.
 - Adoption
4. Parole au public
5. Levée de la séance.

OUVERTURE DE LA SÉANCE

Monsieur le maire ouvre la séance extraordinaire à 19 h 00.

**ADOPTION DU RÈGLEMENT
NUMÉRO DEUX CENT QUATRE-VINGT-SIX (286)**

Comme il a été demandé, une modification a été apportée au projet de règlement déposé lors de la séance ordinaire du 10 janvier 2022.

L'article 4.2 a été modifié de sorte que la reproduction de chiens est interdite ailleurs que dans un chenil, afin de respecter le nombre maximal de chiens autorisés ailleurs que dans un chenil qui est 5.

Ensuite, les membres du conseil procèdent à l'adoption du règlement numéro deux cent quatre-vingt-six.

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-PAULIN**

**RÈGLEMENT NUMÉRO DEUX CENT-QUATRE-VINGT-SIX (286) :
RÈGLEMENT CONCERNANT LE CONTRÔLE DES CHIENS SUR LE
TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-PAULIN**

ATTENDU l'adoption, le 13 juin 2018, de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens*.

ATTENDU que le règlement d'application de cette Loi a été édicté, le 4 décembre 2019 dans la Gazette officielle du Québec et est entré en vigueur le 3 mars 2020, et qu'il porte sur les normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens et les pouvoirs qu'une municipalité locale peut exercer à l'égard d'un chien ou de son propriétaire.

ATTENDU qu'un avis de motion a été donné, lors de la séance ordinaire du 10 janvier 2022 par madame la conseillère Claire Boucher.

ATTENDU qu'un projet du règlement numéro deux cent quatre-vingt-six (286) : RÈGLEMENT CONCERNANT LE CONTRÔLE DES CHIENS SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-PAULIN a été déposé, lors de la séance 10 janvier 2022.

ATTENDU que des copies dudit règlement ont été mises à la disposition du public avant son adoption.

ATTENDU que conformément à l'article 445, du Code municipal du Québec, l'objet du règlement et sa portée, son coût et, s'il y a lieu, le mode de financement, et le mode de paiement et de remboursement, ont été mentionnés avant son adoption.

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par monsieur Mario Lessard, appuyé par monsieur Michel Bernatchez et résolu d'adopter le règlement numéro deux cent quatre-vingt-six (286) intitulé : RÈGLEMENT CONCERNANT LE CONTRÔLE DES CHIENS SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-PAULIN. Le présent règlement décrète et statue ce qui suit, à savoir :

ARTICLE 1 Préambule

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 Définitions

Aux fins d'interprétation du règlement, à moins que le contexte ne comporte un sens différent, les expressions suivantes désignent :

« **Autorité compétente** » : Désigne toute personne chargée par la municipalité d'appliquer, en partie ou en totalité, le présent règlement et, le cas échéant, un policier œuvrant au sein de la Sureté du Québec.

« Chemin public » :	<p>La surface de terrain, ou d'un ouvrage d'art sur une partie de laquelle est aménagée :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Une ou plusieurs chaussées ouvertes à la circulation publique des véhicules routiers; – Une ou plusieurs voies cyclables; – Un ou plusieurs trottoirs; <p>Ou</p> <ul style="list-style-type: none"> – Un ou plusieurs sentiers piétonniers.
« Chenil » :	<p>Lieu où l'on pratique l'élevage (reproduction), la garde (à des buts lucratifs ou non ou encore à des fins personnelles), le dressage, l'entraînement ou le commerce de plus de cinq (5) chiens ou chiots. Contrairement à un refuge animalier qui lui recueille en plus des chiens, des chats, des lapins, des souris, des hamsters et tous autres animaux domestiques errants ou abandonnés par leur propriétaire ou par leur gardien, dans un but d'adoption.</p>
« Chien » :	<p>Le mot « chien » employé seul désigne un chien de sexe mâle ou femelle, qu'il soit jeune ou adulte.</p>
« Chien d'assistance » :	<p>Le chien d'assistance est :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Entraîné pour guider dans ses déplacements une personne atteinte d'un handicap visuel ou physique, diagnostiqué par un médecin et la limitant à cet égard; – Identifiable par une carte d'identité avec photo fournie par une école de dressage spécialisée, sur laquelle figure le nom de son maître; – D'une équipe cynophile au sein d'un corps de police; – Utilisé dans le cadre des activités du titulaire d'un permis délivré en vertu de la Loi sur la sécurité privée; – Utilisé dans le cadre des activités d'un agent de protection de la faune.
« Chien de combat » :	<p>Un chien qui participe à des combats organisés.</p>
« Chien de garde » :	<p>Un chien utilisé pour assurer la sécurité ou la protection d'une personne ou la surveillance de biens.</p>
« Chien errant » :	<p>Un chien qui se trouve à l'extérieur de l'immeuble, du logement ou de l'établissement d'entreprise de son gardien, à l'exclusion d'un chien identifié qui est sous le contrôle immédiat de son gardien.</p>
« Chien identifié » :	<p>Un chien pour lequel une licence a été émise.</p>
« Gardien » :	<p>Une personne qui possède, donne refuge, nourrit, entretient ou accompagne un chien de compagnie et qui se comporte comme si elle en était responsable et, s'il s'agit d'un mineur, la personne chez qui il réside avec le chien.</p>
« Immeuble » :	<p>Un immeuble au sens des articles 900 et suivants du Code civil du Québec (L.Q. 1991, c. 64).</p>
« Logement » :	<p>Un local utilisé à des fins d'habitation.</p>
« Place publique » :	<p>Un immeuble de la municipalité destiné à l'usage du public et qui n'est pas un chemin public ou une aire de jeux.</p>

- « **Refuge animalier** » : Lieu où sont recueillis des animaux domestiques (tels que des chats, des chiens, des lapins, des souris, de hamsters, etc.) errants ou abandonnés par leur propriétaire ou par leur gardien. Le but visé est l'adoption, c'est-à-dire le transfert vers un autre lieu de garde. (Ne pas confondre avec un chenil).
- « **Zone agricole** » : La zone agricole de la municipalité établie en vertu de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (RLRQ, chapitre P 41.1).

ARTICLE 3 **Application du présent règlement**

3.1 La municipalité peut conclure une entente avec une personne physique ou morale pour lui confier la perception des droits exigibles pour l'émission des licences prévues à l'article 15 et l'application totale ou partielle du présent règlement ainsi que le règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens*.

3.2 Un policier membre de la Sûreté du Québec ou une personne à l'emploi de l'autorité compétente peut, de 9 h 00 à 19 h 00, visiter et examiner tout immeuble pour s'assurer que le présent règlement y est respecté.

Ainsi, il peut visiter et examiner l'intérieur et l'extérieur de tout immeuble pour vérifier la présence d'un chien et s'il porte le médaillon exigé par le présent règlement.

À cette occasion, il peut prendre des photographies à l'intérieur ou à l'extérieur de l'immeuble ou véhicule.

3.3 Dans le cadre de l'application de l'article 3.2, le propriétaire, le locataire ou l'occupant de l'immeuble doit :

- Laisser entrer le policier ou la personne et répondre à ses questions, notamment celles relatives aux renseignements exigés en vertu de l'article 15.5 pour obtenir une licence;
- Expliquer, s'il a affirmé qu'aucun chien n'y est gardé, la présence, lors de la visite, d'objets associés habituellement à la garde de tel animal.

3.4 Nul ne peut nuire au travail du représentant de l'autorité compétente, l'empêcher de visiter et d'examiner un immeuble ou de faire respecter une disposition du présent règlement et doit prêter assistance au représentant de l'autorité compétente dans l'exercice de ses fonctions au besoin.

3.5 Nul ne peut injurier, insulter ou outrager une personne chargée de l'application du présent règlement.

3.6 Le gardien d'un chien, tel que défini au présent règlement, doit se conformer aux obligations prévues au présent règlement et est tenu responsable de toute infraction commise à l'encontre de l'une ou l'autre desdites obligations.

3.7 Lorsque le gardien d'un chien est un mineur, le père, la mère, le tuteur ou le cas échéant, le répondant du mineur est responsable de l'infraction commise par le gardien.

ARTICLE 4 **Nombre de chiens**

- 4.1** Nul ne peut garder, dans un logement ou sur le terrain où est situé ce logement ou dans les dépendances de ce logement, un nombre total de chiens supérieur à cinq (5).
- 4.2** La reproduction de chiens (chiots) est interdite dans un logement ou sur le terrain où est situé ce logement ou dans les dépendances de ce logement pour respecter les principes de l'article 4.1. La reproduction est ainsi possible uniquement dans un chenil tel que prescrit par le présent règlement.

ARTICLE 5 **Chenil**

- 5.1** Il est interdit d'opérer un chenil ou d'opérer un commerce de vente de chiens dans les limites de la municipalité, à moins d'avoir obtenu, au préalable, un permis de la municipalité à cet effet, permis dont le tarif est fixé au présent règlement.
- 5.2** Il est interdit de tenir un chenil attenant à un bâtiment de plus d'un logement.
- 5.3** Le fait de garder un nombre total de chiens supérieur à cinq (5) constitue une opération de chenil au sens du présent règlement.
- 5.4** Tout nouveau chenil devra être situé dans les zones agricoles à plus de 500 mètres (1 650 pieds) de toute habitation, chalet ou autre bâtiment principal n'appartenant pas au propriétaire ou à l'exploitant du chenil.
- 5.5** Tout chenil devra se conformer aux normes du Ministère de l'Environnement et de la Lutte aux Changements Climatiques (MELCC) concernant les déchets organiques de même qu'à toutes lois ou autres règlements existants.

ARTICLE 6 **Besoin du chien**

- 6.1** Le gardien d'un chien doit lui fournir la nourriture, l'eau, l'abri et les soins vétérinaires nécessaires et appropriés à son espèce, son âge, sa taille, son état de santé et son niveau d'activité physique.
- L'eau qu'il lui fournit doit être potable en tout temps et conservée dans un contenant approprié, propre et installée de façon à éviter la contamination par ses excréments ou ceux d'autres animaux.
- 6.2** Nul ne peut confiner un chien dans un espace clos, y compris une automobile, sans qu'il puisse bénéficier d'une aération adéquate.

ARTICLE 7 **Salubrité**

- 7.1** Le gardien d'un chien doit le garder dans un endroit salubre.

Est considéré comme insalubre un endroit où il y a :

- Accumulation de matières fécales ou d'urine;

- Présence d'une odeur nauséabonde;
- Infestation par les insectes ou les parasites;

Ou

- Présence de rongeurs représentant un danger pour la santé ou la sécurité du chien.

Est également considéré comme insalubre un endroit où les conditions de vie du chien sont telles qu'elles :

- Le mettent en danger;
- Perturbent ou sont susceptibles de perturber la jouissance, le confort ou le bien-être de toute personne;

Ou

- Ne lui procurent pas un abri approprié.

7.2 Le gardien d'un chien doit immédiatement :

- Nettoyer tout chemin public, aire de jeux, place publique ou immeuble, y compris le sien, sali par les dépôts de matières fécales laissés par son chien;
- En disposer d'une manière qui respecte les règles de salubrité en la matière.

Il doit avoir en sa possession le matériel nécessaire à cette fin.

Le présent article ne s'applique pas au gardien d'un chien d'assistance.

7.3 Nul ne peut laisser un chien boire ou se baigner dans une fontaine, une piscine ou un étang situé dans une aire de jeux ou une place publique, sauf aux endroits spécialement prévus à cette fin.

ARTICLE 8 **Transport d'un chien**

Celui qui transporte un chien dans un véhicule routier doit, lorsqu'il immobilise ce dernier, s'assurer qu'il ne peut en sortir ou attaquer une personne se trouvant à proximité.

ARTICLE 9 **Chien mort ou euthanasie**

Le gardien d'un chien mort doit, dans les 24 heures de son décès, en disposer en le remettant à un vétérinaire ou de toute autre manière conforme aux règles de salubrité applicables en la matière et aux frais du gardien.

ARTICLE 10 **Abandon d'un chien**

10.1 Un gardien ne peut abandonner un chien sur ou dans une place publique ou sur ou dans un immeuble dans le but de s'en départir.

10.2 Suite à une plainte à l'effet qu'un chien est abandonné par son gardien, l'autorité compétente procède à une enquête et, s'il y a lieu, dispose du chien par adoption ou en le soumettant à l'euthanasie.

ARTICLE 11 **Combat de chien**

Nul ne peut organiser, participer, encourager ou assister à un combat de chien, ni dresser un chien à cette fin.

ARTICLE 12 **Mauvais traitements**

Nul ne peut maltraiter, molester, harceler ou provoquer un chien ou faire preuve de cruauté envers lui. L'autorité compétente peut entrer dans tout endroit où se trouve un chien abandonné, blessé, maltraité ou malade pour le capturer et le placer au refuge sous la responsabilité d'un vétérinaire, jusqu'à son rétablissement complet, et ce aux frais du gardien. Elle peut aussi aux frais du gardien, ordonner l'euthanasie de tout chien blessé ou malade si cette euthanasie constitue une mesure humanitaire ou s'il y a risque de contagion.

ARTICLE 13 **Chien errant**

13.1 Une personne qui trouve un chien errant doit le signaler dans un délai raisonnable et fait de bonne foi à l'autorité compétente.

13.2 L'autorité compétente peut saisir un chien errant et le placer en refuge.

Le gardien peut en reprendre possession conformément aux articles 13.7 et 13.8. Il doit alors acquitter les frais exigibles.

13.3 Lorsqu'un chien errant est blessé, l'autorité compétente peut le faire examiner par un vétérinaire afin qu'il reçoive les soins requis par son état.

Si elle juge que ses blessures sont trop sérieuses, elle peut le faire euthanasier.

13.4 Aux fins de l'application de la présente section, l'autorité compétente peut prendre :

- Toutes les mesures nécessaires pour que soit administrée à un chien errant une substance dans le but de le tranquilliser;
- Tous les moyens requis pour assurer la sécurité des personnes ou des autres animaux.

S'il s'agit d'un chien identifié, elle informe sans délai le gardien qu'il a été placé en refuge.

13.5 À moins qu'elle ne juge que sa condition commande qu'il soit euthanasié immédiatement, l'autorité compétente garde, pendant au moins cinq jours, tout chien errant, portant ou non à son cou le médaillon d'identification prévu à l'article 15.1, placé en refuge, non réclamé.

13.6 À l'expiration des délais prescrits à l'article 13.5, l'autorité compétente peut offrir le chien en adoption ou le faire euthanasier.

13.7 À moins que l'autorité compétente en ait disposé conformément à la présente section, le gardien d'un chien errant qu'elle a placé en refuge peut en reprendre possession.

Il doit alors acquitter les frais exigibles.

- 13.8** Le gardien d'un chien errant doit, avant d'en reprendre possession sous l'autorité de l'article 13.7, obtenir, le cas échéant, de l'autorité compétente la licence exigée à l'article 15.1.
- 13.9** L'autorité compétente peut disposer, sans délai, d'un chien qui meurt en refuge ou qui a été soumis à l'euthanasie en vertu du présent règlement.

ARTICLE 14 Comportements prohibés

- 14.1** Le gardien d'un chien commet une infraction lorsque ce dernier :
- Aboie, hurle, gémit ou émet des sons de façon à troubler la paix et la tranquillité des personnes qui résident, travaillent ou se trouvent dans le voisinage;
 - Fouille dans des ordures ménagères ou les déplace;
 - Se trouve sur un immeuble sans le consentement de son propriétaire ou de son occupant;
 - Cause des dommages à une pelouse, une terrasse, un jardin, des fleurs, des arbustes ou autres plantes n'appartenant pas à son gardien;
 - Mord, griffe, tente de mordre ou de griffer une personne ou un autre animal;
 - Se trouve sur un chemin public, une aire de jeux ou une place publique où une enseigne indique que sa présence est interdite. Cet article ne s'applique pas à un chien d'assistance;
 - Nuit à la qualité de vie d'un voisin par une imprégnation d'odeurs persistantes et prononcées;
 - A l'habitude de courir en direction de piétons, cyclistes ou d'un autre animal.
- 14.2** À l'exception du propriétaire d'un chien d'assistance, un gardien ne peut :
- Se trouver sur un chemin public, une aire de jeux ou une place publique avec un chien sans être capable de le maîtriser en tout temps;
 - Laisser son chien se coucher sur la place publique de façon à ralentir ou à entraver la circulation piétonnière;
 - Attacher ou laisser attacher son chien à un bien situé dans l'emprise d'un chemin public ou d'une place publique, notamment, mais non restrictivement, à une clôture, une rampe, une balustrade, un lampadaire, un mat, un parcomètre, un banc, une poubelle, une borne d'incendie, un panneau ou un feu de signalisation, une glissière de sécurité, un arbre ou un abribus.

ARTICLE 15 Licence

- 15.1** Nul ne peut garder un chien à l'intérieur des limites territoriales de la municipalité sans avoir préalablement obtenu de l'autorité compétente une licence à cet effet.

Pour l'obtenir, le gardien doit lui en faire la demande en remplissant et signant le formulaire prévu à cet effet.

N'est pas assujéti à cette obligation, le gardien des chiens :

- Gardés dans une animalerie ou dans un hôpital vétérinaire ou dans un chenil;
- Ou
- Âgés de moins de trois mois qui demeurent avec leur mère.

- 15.2** Le gardien d'un chien doit se procurer la licence dans les 30 jours suivants :
- La date de son déménagement à la municipalité de Saint-Paulin;
- Ou
- Celle où il a commencé à le garder.
- 15.3** Une licence émise en vertu du présent règlement est annuelle et pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre de chaque année, à l'exception des chiens d'assistances.
- 15.4** Sur présentation d'un certificat médical attestant de ces besoins d'être assisté, le gardien se verra remettre une licence permanente, pour la durée de vie du chien d'assistance.
- 15.5** Pour obtenir une licence, un gardien doit fournir les renseignements suivants :
- Son nom, prénom, numéro de téléphone et adresse complète;
 - La race ou le type, le sexe, le nom, l'âge, le numéro de la micro puce et la couleur du chien;
 - Si le poids du chien est de 20 kg (44 livres) et plus, le cas échéant;
 - Tout signe distinctif du chien;
 - Le nombre d'animaux dont il est le gardien;
 - S'il y a lieu, le nom des municipalités où le chien a déjà été enregistré ainsi que toute décision à l'égard du chien ou à son égard rendue par une municipalité locale en vertu du Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (chapitre P-38-002) ou d'un règlement municipal concernant les chiens.
- 15.6** Sur paiement des droits exigibles, l'autorité compétente remet au gardien un médaillon et un certificat indiquant le numéro du médaillon et les renseignements fournis en vertu de l'article 15.5.
- L'autorité compétente conserve le numéro correspondant à ce médaillon dans un registre. Ce registre appartient à la municipalité et l'autorité compétente doit le lui remettre sur demande.
- 15.7** Le gardien doit s'assurer que le chien porte en tout temps, à son cou, le médaillon correspondant à la licence émise à son égard.
- 15.8** Le gardien peut obtenir un nouveau médaillon pour remplacer celui qui est perdu, volé ou détruit en acquittant les frais exigibles.
- 15.9** Pendant la période de validité d'une licence, le gardien du chien doit aviser l'autorité compétente dès qu'un renseignement, fourni en application de l'article 15.5, est modifié.
- 15.10** Une licence émise pour un chien ne peut être portée par un autre chien. Cela constitue une infraction au présent règlement.
- 15.11** Pour les chiens gardés en chenil, une plaque d'identification portant le nom du chenil ou le nom et numéro du gardien devra être portée par ces animaux. Le chenil doit fournir ses propres plaques. Celles-ci sont transférables et ne sont valides qu'à l'intérieur du chenil.

- 15.12** Le gardien doit aviser l'autorité compétente par écrit de la mort, de la disparition, du don ou de la vente de son chien et, le cas échéant, il doit lui communiquer l'identité, l'adresse et le numéro de téléphone du nouveau gardien.
- 15.13** Nul ne peut amener, à l'intérieur des limites de la municipalité, un chien vivant habituellement hors de celles-ci, à moins d'être détenteur d'une licence émise en vertu de la présente section ou d'une licence valide émise par la municipalité où le chien vit habituellement.

Lorsque la municipalité où vit habituellement ce chien n'impose pas l'obligation d'obtenir une licence, celui-ci doit porter à son cou un médaillon sur lequel sont inscrites l'identité et l'adresse de son gardien et un numéro de téléphone où il est possible de le joindre.

ARTICLE 16 Garde et le contrôle

- 16.1** Le gardien d'un chien doit le garder dans l'un des endroits suivants :
- Dans une cage :
 - Qui permet à un chien de s'y tenir debout et de s'y asseoir normalement, de s'y étirer complètement, de s'y retourner facilement et de s'y allonger sur le côté, les membres en pleine extension;
 - Dont le plancher, lorsqu'il est en grillage, est recouvert d'un tapis, d'un matelas ou d'une serviette de manière à fournir une aire de repos adéquate;
 - Dans un bâtiment d'où il ne peut sortir;
 - Sur un terrain clôturé de tous les côtés, la clôture devant alors être :
 - Suffisamment haute pour empêcher le chien de sortir du terrain où il se trouve
- Et
- Conçue de manière à l'empêcher de passer en dessous;
 - Sur un terrain qui n'est pas clôturé de tous les côtés, les paramètres suivants devant alors être respectés :
 - Le chien est attaché à un poteau métallique ou son équivalent au moyen d'une chaîne ou d'une corde de fibre métallique ou synthétique d'une longueur minimale de 1,85 mètre;
 - Le poteau, la chaîne ou la corde et l'attache sont d'une taille et d'une résistance suffisantes pour l'empêcher de s'en libérer;
 - Lorsque le terrain sur lequel il se trouve n'est pas séparé d'un terrain adjacent par une clôture d'une hauteur suffisante pour l'empêcher d'en sortir, la longueur de la chaîne ou de la corde ne doit pas lui permettre de s'approcher à moins d'un mètre de la limite du premier terrain;
 - Dans un enclos à chiens dans la cour arrière de la propriété d'une personne qui possède, nourrit et entretient un animal de compagnie, aux conditions suivantes :
 - L'enclos est constitué d'une clôture en treillis galvanisé, ou son équivalent, fabriqué de mailles serrées afin d'empêcher un enfant ou toute autre personne de passer sa main à travers;
 - L'enclos doit être localisé à un (1) mètre et plus de toute ligne du terrain de la propriété réceptrice. La clôture mitoyenne entre 2 propriétés ne peut servir pour un des côtés de l'enclos. Advenant qu'il n'a pas de clôture ou de haie séparant les 2 propriétés à l'endroit le plus rapproché de l'enclos, ce côté de l'enclos doit être rendu opaque pour éviter la vue dans un sens comme dans l'autre. Advenant que la distance d'un mètre entre l'enclos et toute ligne de terrain ne peut être respectée, par manque d'espace sur la propriété réceptrice, la clôture doit être opaque du côté donnant une vue sur la ou les propriétés voisines;
 - La clôture est suffisamment haute pour empêcher le chien de sortir de l'enclos;

- La clôture est enfouie d'au moins trente (30) centimètres dans le sol;
- Le fond de l'enclos est conçu de manière à empêcher le chien de creuser;
- Dans toutes les directions, la superficie de l'enclos est d'au moins deux fois la longueur du chien;
- Tout accumulation de matière, notamment la neige, doit être enlevée des enclos de manière à ce que les hauteurs qui y sont prescrites soient respectées en tout temps.

Ou

- Sur un immeuble sous le contrôle direct du gardien, les paramètres suivants devant alors être respectés :
 - Le gardien maîtrise constamment le chien;
 - Le chien ne sort, en aucun cas, des limites de cet immeuble, à défaut de quoi l'autorité compétente peut imposer l'une ou l'autre des mesures prévues à cet article.

16.2 Le gardien d'un chien doit le tenir en laisse lorsqu'il se trouve sur un chemin public ou une place publique, faute de quoi il est présumé ne pas garder ce chien sous son contrôle.

16.3 Un gardien ne peut laisser un chien s'approcher à moins de deux mètres d'une aire de jeux non clôturée, sauf s'il est tenu en laisse et qu'il y circule sur un trottoir ou une allée réservée à la circulation des piétons.

16.4 Le gardien d'un chien ne peut le laisser seul sur un chemin public, une aire de jeux ou sur une place publique.

16.5 Le gardien doit contrôler son chien au moyen d'une laisse :

- Fabriquée en cuir ou en nylon plat tressé ou constituée d'une chaîne et;
- Ne devant pas dépasser 1,85 mètre, incluant la poignée.

Il doit y relier son chien par un licou, un harnais, un collier en cuir ou en nylon plat tressé et pour les chiens de 20 kg (44 livres) et plus, obligation d'un anneau soudé. Les colliers étrangleurs simples en chaîne ou en nylon ne sont autorisés que sur recommandation écrite d'un vétérinaire.

Un chien de 20 kg (44 livres) et plus doit en outre porter en tout temps, attaché à sa laisse, un licou ou un harnais.

16.6 Sur un chemin public, une aire de jeux ou sur une place publique, un gardien ne peut contrôler son chien à l'aide d'une laisse extensible, à moins qu'elle ne puisse s'allonger à plus de 1,85 mètre, incluant la poignée.

Sauf dans une aire d'exercice canin ou lors de sa participation à une activité canine, notamment la chasse, une exposition, une compétition ou un cours de dressage.

16.7 Un gardien ne peut confier son chien à un enfant mineur qui n'est pas capable de le contrôler de façon sécuritaire.

16.8 Nul ne peut circuler sur un chemin public, une aire de jeux ou une place publique en ayant sous son contrôle plus d'un chien de garde.

16.9 La personne ayant sous son contrôle un chien de garde doit indiquer à toute personne susceptible de pénétrer sur son immeuble qu'elle risque de rencontrer un chien de garde en affichant :

- Un avis écrit, facilement visible du chemin public, sur lequel apparaît l'une ou l'autre des mentions suivantes :

- « Attention - chien de garde »;
- Ou
- « Attention - chien dangereux »;
- Ou
- Un pictogramme reconnu indiquant la présence d'un tel chien.

16.10 Tout chien dressé pour la protection ou pour l'attaque et tout chien qui présente des signes d'agressivité doit être confiné dans un parc à chien en l'absence du gardien, le parc doit être sous verrou, sinon le chien doit être placé dans un bâtiment fermé.

16.11 Le gardien d'une chienne en rut doit la tenir en laisse ou la confiner à l'intérieur d'un bâtiment ou la garder sur son terrain pendant au moins quatorze (14) jours.

ARTICLE 17 Licences, capture, transport & pension

Le coût pour la délivrance d'une licence de chien est fixé à 30 \$ par chien, par année. Celle-ci est non remboursable et non transférable.

Un permis de chenil est délivré au coût annuel de 175 \$. Celui-ci est non remboursable et non transférable.

Pour l'année 2022 (année d'adoption et d'entrée en vigueur du présent règlement), le coût pour la licence de chien est de 30\$, par chien et le coût annuel pour un permis de chenil est de 175\$, et ceci même si le présent règlement est entré en vigueur après le 1^{er} janvier 2022.

Pour ce qui est des frais de capture, de transport et de pension, qui sont aux frais du propriétaire du chien, les frais se détaillent comme suit :

- 30\$ de jour (entre 8h00 et 18h00);
- 60\$ de soir (dès 18h00) de nuit et de fin de semaine;
- 25\$ par nuit de pension.

ARTICLE 18 Dispositions pénales

18.1 Quiconque contrevient aux dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité :

- Pour une première infraction, d'une amende de 250\$ et des frais;
- Pour une deuxième infraction à une même disposition, d'une amende de 500 \$ et des frais;

18.2 L'autorité compétente peut utiliser les recours judiciaires qui s'imposent contre quiconque contrevient au présent règlement.

18.3 Lorsqu'une infraction à une disposition du présent règlement a duré plus d'un jour, on compte autant d'infractions qu'il y a de jours ou de parties de jour pendant lesquels elle a duré.

18.4 Une personne déclarée coupable ou s'étant reconnue coupable d'une infraction au présent règlement doit, dans les 30 jours qui suivent un tel verdict ou un tel aveu, prendre les mesures qui s'imposent pour se conformer à la disposition enfreinte.

Si elle ne s'y conforme pas, elle commet alors une nouvelle infraction à cette disposition, laquelle constitue alors une récidive.

ARTICLE 19 **Dispositions finales**

Le présent règlement incorpore le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (chapitre P-38.002) du décret 1162-2019 du 20 novembre 2019 et ses toutes ses mises à jour.*

Le présent règlement remplace tous les règlements antérieurs sur le contrôle des chiens sur le territoire de la municipalité de Saint-Paulin,

ARTICLE 20 **Entrée en vigueur**

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

=====

Conformément à l'article 164 du Code municipal, monsieur le maire soumet le règlement numéro deux cent quatre-vingt-six (286) au vote des membres du conseil municipal. Tous les conseillers présents se prononcent en faveur de l'adoption du règlement.

Adopté unanimement à Saint-Paulin, ce dix-septième jour de janvier deux mille vingt-deux.

Signé : _____ maire

Signé : _____ greffier-trésorier

CONTRÔLE DES CHIENS
CONTRAT DE SERVICE AVEC LE P'TIT RANCH

Résolution no 19-01-2022

Considérant que la municipalité de Saint-Paulin a adopté, lors de la présente séance, le règlement numéro deux cent quatre-vingt-six (286) : Règlement concernant le contrôle des chiens sur le territoire de la municipalité de Saint-Paulin;

Considérant que l'article 3.1, stipule que la municipalité peut conclure une entente avec une personne physique ou morale, l'application du présent règlement;

Considérant que la municipalité de Saint-Paulin veut conclure un contrat de service, pour le contrôle des chiens sur son territoire, avec le P'tit Ranch;

Après discussion, il est proposé par monsieur Nicholas Lalonde, appuyé par madame Annie Bellemare, et il est résolu :

- Que la municipalité de Saint-Paulin, conclut une entente de service, pour le contrôle des chiens sur son territoire, avec le P'tit Ranch, ayant son siège social au 3930, des Grès, Notre-Dame-du-Mont-Carmel (Québec) G0X 3J0;
- Que le maire, monsieur Claude Frappier, et le directeur général, monsieur Ghislain Lemay, soient autorisés à signer le contrat de service pour et au nom de la municipalité.

=====

Conformément à l'article 164 du Code municipal, monsieur le maire soumet cette proposition au vote des membres du conseil municipal. Tous les conseillers présents se prononcent en faveur de l'adoption de cette résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

**ADOPTION DU RÈGLEMENT
NUMÉRO DEUX CENT QUATRE-VINGT-SEPT (287)**

Aucune modification n'a été apportée au projet de règlement déposé lors de la séance ordinaire du 10 janvier 2022.

Ensuite, les membres du conseil procèdent à l'adoption du règlement numéro deux cent quatre-vingt-sept.

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-PAULIN**

**RÈGLEMENT NUMÉRO DEUX CENT QUATRE-VINGT-SEPT (287) :
RÈGLEMENT CONCERNANT LA VITESSE DES VÉHICULES ROUTIERS
DANS LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-PAULIN**

Attendu qu'une municipalité peut par règlement fixer les limites de vitesse des véhicules routiers dans son territoire le tout en conformité avec l'article 626, paragraphe 4^o, du premier alinéa du Code de la Sécurité routière;

Attendu qu'il y a lieu d'abaisser la limite de vitesse des véhicules routiers sur la rue Bergeron;

Attendu que l'avis de motion a été dûment donné par monsieur le conseiller Jacques Frappier lors de la séance du conseil tenue le 10 janvier 2022 et que le projet de règlement a été déposé à cette même séance;

En conséquence, il est proposé par madame Annie Bellemare, appuyé par monsieur Michel Bernatchez, et il est résolu d'adopter le règlement numéro deux cent quatre-vingt-sept (287) intitulé : **RÈGLEMENT CONCERNANT LA VITESSE DES VÉHICULES ROUTIERS DANS LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-PAULIN**. Le présent règlement décrète et statue ce qui suit, savoir :

ARTICLE 1 : OBJET DU RÈGLEMENT

Le présent règlement a pour objet de fixer les limites de vitesse sur les chemins, routes, rangs et rues, à la charge de la municipalité, sur le territoire de la municipalité de Saint-Paulin

ARTICLE 2 : CHEMINS PRIVÉS

Les limites de vitesse sur les chemins privés ne sont pas régies par la municipalité au présent règlement.

ARTICLE 3 : LIMITE : 30 km/heure

La limite de vitesse est fixée à 30 km/heure sur les artères suivantes :

rue Allard
rue Bergeron
rue Camille-Michaud
chemin des Cèdres

rue de la Chapelle
rue Chrétien
chemin de la Concession (côté sud de la voie ferrée à sa fin)
rue Henri-Paul-Milot
rue Lemaître-Auger
rue Limauly (du chemin de la Robine à sa fin)
rue Matteau (de la rue Bergeron à la rue Damphousse)
chemin des Pins
rue Rabouin
rue Williams côté est
rue Williams côté ouest

ARTICLE 4 : LIMITE : 50 km/heure

La limite de vitesse est fixée à 50 km/heure sur les artères suivantes :

rue Plante
chemin de la Belle-Montagne
rue Brodeur côté est (de la rue Laflèche jusqu'à la fin de la partie urbanisée)
rue Brodeur côté ouest
chemin du Canton-de-la-Rivière
rue Damphousse
rue Guimond
chemin des Harfangs-des-Neiges
chemin du Lac-Bergeron
rue Limauly (de la Grande Ligne au chemin de la Robine)
rue Lucille-Bastien
rue Matteau (entre rue Laflèche et rue Bergeron)
rue Plourde
chemin de la Robine (de la rue Limauly après l'entrée du chemin des Pins)
Grande Ligne, (section à l'entretien de la municipalité de Saint-Paulin)

ARTICLE 5 : LIMITE : 60 km/heure

La limite de vitesse est fixée à 60 km/heure sur les artères suivantes :

rue Brodeur côté est (de la partie urbanisée au chemin de la Concession)
chemin de la Concession (du rang des Douze-Terres à la voie ferrée)

ARTICLE 6 : LIMITE : 70 km/heure

La limite de vitesse est fixée à 70 km/heure sur les artères suivantes :

chemin des Allumettes
chemin du Bout-du-Monde
chemin du Grand-Rang
rang de l'Isle
route du Petit-Fief
rang Renversy (du rang Renversy jusqu'au chemin de l'Isle)
chemin de la Robine (du chemin des Pins au chemin du Lac-Bergeron)
rang Saint-Charles
rang Saint-Joseph
rang Saint-Louis
chemin des Trembles

ARTICLE 7 : INFRACTION

Le conseil municipal autorise le service de police à délivrer des constats d'infraction pour toute infraction au présent règlement.

ARTICLE 8 : AMENDE

Quiconque contrevient aux articles 3 à 6 du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende conformément au Code de la Sécurité routière;

ARTICLE 9 : ABROGATION

Le présent règlement abroge le règlement numéro deux cent quatre-vingt-un (281) intitulé : Règlement concernant la vitesse sur le territoire de la municipalité de Saint-Paulin, adopté lors de la séance ordinaire du 5 mai 2021.

Il abroge également tout autre règlement ou partie de règlement ou toute résolution incompatible avec le présent règlement.

ARTICLE 10 : ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

=====

Conformément à l'article 164 du Code municipal, monsieur le maire soumet le règlement numéro deux cent quatre-vingt-sept (287) au vote des membres du conseil municipal. Tous les conseillers présents se prononcent en faveur de l'adoption du règlement.

Adopté unanimement à Saint-Paulin, ce dix-septième jour de janvier deux mille vingt-deux.

Signé : _____ maire

Signé : _____ greffier-trésorier

PAROLE AU PUBLIC

Il n'y a eu aucune intervention.

LEVÉE DE LA SÉANCE

Résolution no 20-01-2022

Il est proposé par monsieur Jacques Frappier, appuyé par monsieur Nicholas Lalonde, et il est résolu que la séance soit levée à 19 h 05.

=====

Conformément à l'article 164 du Code municipal, monsieur le maire soumet cette proposition au vote des membres du conseil municipal. Tous les conseillers présents se prononcent en faveur de l'adoption de cette résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Signé : _____ maire

Signé : _____ greffier-trésorier

Je, Claude Frappier, maire, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.

Signé : _____ *maire*